



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/STATCOM/2/12
17 janvier 2010

**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion de la Commission africaine de statistique
(StatCom-Afrique II)

17 – 22 janvier 2010
Addis-Abeba (Éthiopie)

Rapport sur les statistiques de l'environnement et le changement climatique

Table des matières

	<u>Page</u>
I. Introduction.....	1
II. Les statistiques de l'environnement à la CEA.....	1
III. Le programme de la CEA sur le changement climatique	3
IV. Les réalisations en matière d'activités de renforcement des capacités.....	4
V. Les missions prévues en 2009 dans le domaine des statistiques de l'environnement	7
VI. Les perspectives	9

I. Introduction

La première Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (CNUEH) s'est tenue à Stockholm (Suède) du 5 au 16 juin 1972. C'était la première grande rencontre internationale consacrée aux activités humaines dans leur rapport avec l'environnement, et elle a posé les fondements de l'action environnementale au niveau international. La Conférence a recommandé la collecte de données sur certaines variables environnementales spécifiques, afin de déterminer et de prévoir des conditions et des tendances importantes en matière d'environnement. Suite à cette conférence, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a été fondé, afin d'encourager les organismes des Nations Unies à intégrer des mesures environnementales dans leurs programmes.

Également connue en son temps sous l'appellation de Sommet de la Terre, la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) s'est tenue du 2 au 14 juin à Rio de Janeiro (Brésil). La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement a établi 27 principes sans force obligatoire, destinés à engager les gouvernements en faveur de la protection de l'environnement et du développement responsable. La Déclaration reconnaît que le progrès économique et social à long terme n'est possible que s'il est associé à la protection de l'environnement et que si des partenariats mondiaux équitables sont institués entre les gouvernements, les acteurs clés de la société civile et le secteur commercial. Certaines recommandations spécifiques de l'Agenda 21 de la CNUED font référence à l'élaboration et à la mise en œuvre: i) d'une comptabilité environnementale et économique intégrée et ii) d'indicateurs du développement durable.

La CNUEH a donné l'impulsion, au double niveau national et international, à la mise au point de statistiques de l'environnement en temps que nouveau domaine de la statistique officielle. Les premières initiatives relatives à la mise au point de statistiques de l'environnement au niveau international ont découlé de deux réunions de la Commission économique pour l'Europe (CEE) en 1973. Suite à ces deux réunions, la nécessité d'élaborer des recommandations ou des directives internationales en vue d'un système de statistiques sur l'environnement a été reconnue en tant qu'objectif à long terme. De plus, compte tenu des préoccupations mondiales relatives à l'environnement, un projet de programme international de travail en matière de statistiques de l'environnement a été présenté pour la première fois à la Commission de statistique de l'ONU en 1974, lors de sa dix-huitième session.

II. Les statistiques de l'environnement à la CEA

L'Unité de statistiques de l'environnement au sein de l'ancienne Division de la statistique de la CEA est devenu opérationnelle à la fin des années 80. Deux personnes y travaillaient: un administrateur et un agent des services généraux. Au début des années 90, l'Unité a produit son premier recueil, intitulé **“African Compendium on Environment Statistics”** (Recueil des statistiques africaines de l'environnement 1991), qui couvrait divers sujets, notamment:

- Superficie totale, population totale, densité démographique;
- Utilisation des terres (terres arables, terres cultivées en permanence, prairies et pâturages permanents, bois et forêts, autres terres);
- Superficie irriguée;
- Production totale de bois brut, de bois de chauffe, de charbon de bois et de bois brut industriel;
- Indice de la production totale de bois brut;

- Conditions agroclimatiques (stations, latitude, longitude, altitude, précipitations, températures (max, min, moyenne), pression de vapeur, vitesse du vent, évapotranspiration);
- Total des populations urbaine et rurale, en Afrique et dans d'autres grandes régions;
- Taux moyen de croissance annuelle des populations (urbaine, rurale et totale) et taux d'urbanisation en Afrique; pourcentage de la population africaine vivant en zones urbaines;
- Agglomérations urbaines d'Afrique ayant 2 millions d'habitants ou plus en 1990;
- Pays dont les taux d'urbanisation dépassaient 3 % entre 1985 et 1990; et
- Liste des catastrophes survenues en Afrique entre 1980 et 1991 (sécheresses, inondations, cyclones, tempêtes et séismes, épidémies, infestations, incendies, pénuries alimentaires, pertes de récoltes, etc.).

L'Unité a obtenu ses données entre autres auprès des bureaux nationaux de statistiques (BNS), des organisations météorologiques, de la Division de la population de l'ONU et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les indicateurs relatifs à l'environnement n'étaient publiés que dans le recueil mentionné; ils n'étaient pas été inclus dans l'Annuaire statistique pour l'Afrique de la Division.

De la deuxième moitié des années 90 jusqu'à la mi 2006, la fonction statistique de la CEA a été rétrogradée de Division à simple Section au sein d'une autre division. Le domaine des statistiques de l'environnement ainsi que d'autres activités statistiques en ont été affectées. Le Recueil et d'autres publications ont ainsi cessé de paraître.

Depuis août 2006, la statistique a été rétablie au niveau de division, sous la dénomination de Centre africain pour la statistique (CAS). Les statistiques de l'environnement figurent maintenant dans l'Annuaire statistique pour l'Afrique. Les indicateurs relatifs à l'environnement inclus dans la publication sont:

- Les émissions de dioxyde carbonique par habitant en tonnes métriques;
- Le pourcentage des superficies protégées par rapport à la superficie totale; et
- La proportion de la population bénéficiant d'installations sanitaires améliorées.

Les données proviennent des bases de données sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des bases de données de la Section des statistiques de l'environnement de la Division de statistique de l'ONU (DSNU). La Section recueille ces données par le biais des questionnaires DSNU/PNUE, administrés tous les deux ans. En outre, la CEA travaille en étroite collaboration avec le PNUE en vue d'inclure de nombreux indicateurs relatifs à l'environnement dans l'Annuaire statistique pour l'Afrique.

Suite à l'approbation de six postes d'administrateurs supplémentaires en janvier 2009, le CAS devrait recruter un administrateur qui travaillera dans le domaine des statistiques de l'environnement. Le Centre sera donc en mesure d'apporter une assistance technique aux États membres et s'attèlera également à la mise en place du groupe de travail sur les statistiques de l'environnement, qui avait été approuvé lors de la réunion de StatCom-Afrique I en janvier 2008.

III. Le programme de la CEA sur le changement climatique

En avril 2006, la CEA, en partenariat avec le Système mondial d'observation du climat (SMOC/OMM), a organisé un atelier régional sur l'information climatique au service du développement en Afrique. Cet atelier a permis de mettre au point une stratégie et un programme de mise en oeuvre destinés à améliorer l'information climatique au service du développement en Afrique.

L'initiative Climat pour le développement de l'Afrique (ClimDev Afrique) est un programme africain pour le développement visant à intégrer la gestion du risque climatique dans les processus de prise de décisions politiques sur l'ensemble du continent. Ce programme est destiné à être mis en oeuvre sous la houlette commune de la Commission de l'Union africaine (CUA), de la CEA et du Secrétariat de la Banque africaine de développement (BAD), avec divers appuis extérieurs. ClimDev Afrique a pour but de renforcer la croissance économique et les progrès vers la réalisation des OMD, en atténuant les effets de la variabilité et du changement climatiques, et de veiller à ce que les réalisations déjà accomplies en matière de développement, résistent aux impacts climatiques à long terme.

Les processus du développement en Afrique font actuellement un usage très limité des données climatiques, en raison des insuffisances à la fois de la demande et de l'offre de services appropriés en matière de climat. Afin de renforcer la résistance à la variabilité climatique à court terme, ClimDev-Afrique étudiera les besoins des principales parties prenantes en matière d'information climatique, et renforcera les capacités des institutions et des personnels à utiliser les connaissances climatiques de manière plus efficace pour la planification et la prise de décisions. Le programme renforcera également les capacités au sein des institutions s'occupant de climat et de météorologie, afin que les nombreux services d'information nécessaires puissent être fournis.

Le programme ClimDev Afrique devrait améliorer la disponibilité et la mise en oeuvre d'informations et de services climatiques de qualité répondant aux besoins des décideurs aux niveaux régional, sous-régional et national, à l'appui du développement durable et de la réalisation des OMD en Afrique, dans des secteurs et des domaines fondamentaux mais sensibles au climat.

Le programme ClimDev Afrique a été approuvé lors de la huitième session ordinaire de l'Union africaine, qui s'est tenue en janvier 2007. À sa quarantième session, tenue à Addis-Abeba les 2 et 3 avril 2007, la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA a prié la CEA et ses partenaires de prendre les dispositions voulues pour établir et mettre en oeuvre efficacement le programme. Lors de la première Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, tenue à Addis-Abeba du 31 mars au 2 avril 2008, les ministres se sont félicités de la création du Centre africain des politiques relatives au climat (CAPC). Enfin, à sa douzième session, tenue à Johannesburg du 10 au 12 juin 2008, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) a marqué son adhésion à la mise en place du programme.

Dans sa conception actuelle, ClimDev Afrique comprend deux éléments clés: le Centre africain des politiques relatives au climat (CAPC) et le Fonds spécial pour ClimDev-Afrique.

Le CAPC est l'organe politique du programme ClimDev Afrique. Il a pour fonctions essentielles de renforcer les capacités des pays africains à intégrer les questions relatives au changement climatique dans leurs politiques, stratégies et programmes de développement; d'effectuer des analyses et travaux de recherche rigoureux en vue d'évaluer de façon approfondie les

conséquences économiques, sociales et environnementales des changements climatiques et les coûts et avantages des mesures d'adaptation et d'atténuation, compte tenu des priorités nationales et régionales de développement sur le continent; ainsi que de renforcer les capacités des pays à participer de manière efficace aux débats de politique internationaux sur les changements climatiques ayant trait, en particulier, à la mise en oeuvre de la feuille de route de Bali sur les négociations multilatérales en vue d'un accord mondial sur le changement climatique après 2012.

Le CAPC a été mis en place avec un financement initial du Ministère britannique du développement international (DFID), sous l'égide de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable de la CEA. Les activités entreprises en 2009 grâce à ce financement ont porté notamment sur le recrutement de personnel essentiel, la location de locaux à usage de bureaux, la création du site Web du CAPC, l'établissement d'une base de données sur les activités relatives au changement climatique, l'appui au renforcement de la capacité de négociation de l'Afrique, et l'élaboration de la position de l'Afrique en matière de changement climatique.

Le Fonds spécial pour ClimDev-Afrique est en cours d'établissement à la BAD, afin de financer les programmes de ClimDev Afrique déterminés par la demande. La création du Fonds est également à un stade avancé. Le DFID a déjà fourni une subvention de démarrage pour financer la mise en place d'activités institutionnelles, et la BAD a alloué des ressources de son programme régional de financement des biens publics, afin de financer des activités au niveau des pays. En outre, la Suède et la Norvège ont apporté respectivement 8,5 millions de dollars É.-U. et 1 million de dollars É.-U. pour soutenir les activités du CAPC.

En coopération avec la Section des ressources humaines de la CEA, le Fonds spécial pour ClimDev-Afrique a organisé du 17 au 20 novembre 2009 à Addis-Abeba (Éthiopie), un atelier de quatre jours sur le changement climatique, auquel ont assisté quelque 30 membres du personnel de la CEA et d'autres institutions spécialisées. L'atelier avait pour objectif principal d'approfondir les connaissances du personnel en matière de changement climatique et de questions de développement, afin de mettre ces employés en mesure d'intégrer de manière pertinente les questions de changement climatique dans leurs activités. L'atelier s'est tenu du 17 au 20 novembre 2009.

Des conférences internationales sur le changement climatique et les statistiques officielles se sont tenues en 2008 à Oslo (Norvège) et à Séoul (Corée du Sud). Il y a été convenu qu'un échéancier devrait être mis en place vue de recourir davantage aux statistiques officielles pour l'élaboration de politiques associées au changement climatique, et le suivi. En outre, lors de sa quarantième session, tenue en février 2009, la Commission de statistique de l'ONU a discuté de la question du changement climatique et des statistiques officielles.

IV. Les réalisations en matière d'activités de renforcement des capacités

a) Statistiques de l'environnement

Depuis 2005, trois ateliers ont été organisés en Afrique dans le domaine des statistiques de l'environnement. Ces ateliers ont été menés par la DSNU, en collaboration avec d'autres organisations internationales et régionales.

Le premier atelier a été organisé conformément au projet intitulé "Renforcement des capacités statistiques en appui aux OMD dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)", mené par la DSNU en collaboration avec le Secrétariat de la CEDEAO. Dans

le cadre de ce projet, la DSNU, le PNUE, la CEA et le Secrétariat de la CEDEAO ont organisé conjointement l'atelier sur les statistiques de l'environnement. Cet atelier avait pour objectifs de familiariser les participants avec les concepts et les méthodes des statistiques de l'environnement et des indicateurs associés, de fournir un forum pour l'échange d'informations sur le statut des statistiques nationales de l'environnement, et de mettre en place un réseau de statisticiens spécialisés dans le domaine de l'environnement dans la région. L'atelier s'est tenu à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), organe subsidiaire de la CEA, à Dakar (Sénégal) du 28 février au 4 mars 2005, avec le soutien sur place du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il a réuni 36 participants des 15 pays membres de la CEDEAO, représentants des bureaux nationaux de statistiques (BNS), des ministères de l'environnement ou d'autres organisations nationales pertinentes. Le Ministère mauritanien de l'environnement était également représenté.

La DSNU, le PNUE et la CEA ont organisé conjointement le deuxième atelier sur les statistiques de l'environnement, en vue de convenir d'une série fondamentale d'indicateurs et de statistiques relatifs à l'environnement pour l'établissement de rapports nationaux et régionaux, et de former des participants de BNS et de ministères ou d'agences responsables de l'environnement aux concepts essentiels, aux méthodes et aux bonnes pratiques en matière de statistiques de l'environnement. L'atelier visait à fournir un forum pour l'échange d'informations sur le statut des statistiques nationales de l'environnement, ainsi qu'à établir un réseau de statisticiens de l'environnement entre les pays, tel que recommandé par le plan d'action pour l'Initiative sur l'environnement du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Tenu du 16 au 20 juillet 2007 au Centre de conférences des Nations Unies de la CEA, à Addis-Abeba (Éthiopie), l'atelier a regroupé 32 participants en provenance des BNS et des ministères de l'environnement de 17 États membres.

Organisé conjointement par la DSNU, le PNUE et la CEDEAO, le troisième atelier sur les statistiques de l'environnement s'est tenu du 19 au 23 mai 2008 à Abuja (Nigéria). Il avait pour objectifs: de convenir d'une série fondamentale d'indicateurs et de statistiques relatifs à l'environnement pour la région de la CEDEAO, en vue de l'établissement de rapports nationaux et régionaux, reposant sur la liste de tels statistiques et indicateurs convenue lors de l'atelier DSNU/PNUE/CEA sur les statistiques de l'environnement tenu en juillet 2007 à Addis-Abeba (Éthiopie), et de les adopter; de réviser les projets de méthodes pour la série d'indicateurs approuvée lors de l'atelier; de réviser le projet de programme régional de la CEDEAO en matière de statistiques de l'environnement; et de former des participants de BNS et de ministères ou d'agences responsables de l'environnement aux concepts essentiels, aux méthodes et aux bonnes pratiques en matière de statistiques de l'environnement. Il a réuni 27 représentants des bureaux nationaux de statistiques (BNS) et des ministères de l'environnement des 15 pays membres de la CEDEAO. L'Institut national de la statistique du Rwanda (INSR) et l'Autorité de gestion de l'environnement du Rwanda étaient également représentés à cet atelier.

Au total, ces trois ateliers sur les statistiques de l'environnement ont réuni 95 participants. Trente-cinq États membres de la CEA, pays anglophones à 65,7 %, ont bénéficié de ces ateliers. En outre, 54,2 % des participants provenaient des bureaux nationaux de statistique (BNS), 44,1 % de ministères chargés de l'environnement tandis que les 1,7 % restants émanaient de centres régionaux de formation. En ce qui concerne la représentation par sexe, on a compté près de 86 % d'hommes par rapport à 14 % de femmes. Lors des ateliers, les pays représentaient essentiellement les sous-régions d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Pendant l'atelier tenu à Addis-Abeba, une série fondamentale d'indicateurs et de statistiques relatifs à l'environnement a été proposée en vue de sa mise en oeuvre par les pays africains dans le cadre de leurs rapports à des organisations régionales et internationales. Par ailleurs, les indicateurs à adopter pour la sous-région de la CEDEAO ont été discutés et convenus lors de l'atelier d'Abuja. Le tableau suivant présente le nombre d'indicateurs proposés lors des deux ateliers.

Série fondamentale d'indicateurs et de statistiques en matière d'environnement proposée pour l'Afrique

Secteur	Nombre d'indicateurs proposés		
	Atelier d'Addis-Abeba	Atelier d'Abuja	Commentaire
Catastrophes naturelles et performances en matière d'environnement	5	5	Mêmes indicateurs
Air	7	7	Mêmes indicateurs
Terres	6	6	Mêmes indicateurs
Agriculture	6	6	Mêmes indicateurs
Bois et forêts	6	6	Mêmes indicateurs
Ressources côtières et maritimes	13	13	Mêmes indicateurs
Eau douce	27	25	Lors de l'atelier d'Abuja, deux indicateurs (incidence des maladies dues à l'eau, état des plans pour la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) nationales ainsi que des bassins fluviaux) ont été déplacés vers d'autres secteurs. Un indicateur (pourcentage d'eaux usées traitées produites à partir de zones humides) a été éliminé de la liste élaborée lors de l'atelier d'Addis-Abeba, tandis qu'un nouveau (proportion de la population utilisant de l'eau de pluie collectée) a été ajouté.
Biodiversité	11	10	Lors de l'atelier d'Abuja, un indicateur (nombre de sites de zones humides restaurés) a été éliminé de l'atelier d'Addis-Abeba.
Énergie	8	9	Un nouvel indicateur (total de la production d'électricité, par habitant et par source) a été ajouté lors de l'atelier d'Abuja.
Déchets	9	9	Lors de l'atelier d'Abuja, un indicateur (déchets municipaux collectés en tant que pourcentage des déchets générés) a été éliminé de l'atelier d'Addis-Abeba, tandis qu'un autre (composition des déchets municipaux par groupes principaux de matières) a été ajouté.
Santé et environnement	8	11	Trois indicateurs (proportion de la population utilisant une source améliorée d'eau à boire; incidence des maladies dues à l'eau; incidence des maladies associées à la qualité de l'air) ont été ajoutés lors de l'atelier d'Abuja.
Gouvernance	-	2	Il s'agit d'un secteur nouvellement créé. Les indicateurs sont: ratification des lois internationales et régionales, et plans élaborés en matière de GIRE nationales et des bassins fluviaux.
Total des indicateurs	107	109	

b) Projet de renforcement des capacités en matière d'indicateurs de la biodiversité

L'initiative de renforcement des capacités en matière d'indicateurs de la biodiversité est un projet sur deux ans, destiné à étoffer les résultats déjà existants sur les indicateurs de la biodiversité en Afrique de l'Est et en Afrique australe, afin d'aider les pays à élaborer des indicateurs de la biodiversité de leur choix, sur des bases durables. On y parviendra par le biais d'ateliers de renforcement des capacités, de formation technique en ce qui concerne les indicateurs sélectionnés et de visites d'échange de pair à pair. Le projet appuiera la mise en œuvre de séries de données existantes afin de limiter l'assujettissement à des financements extérieurs pour l'élaboration de nouveaux indicateurs. Il est financé par le Fonds de développement des Nations Unies et mis en œuvre par le PNUE et par son Centre mondial de la surveillance de la conservation. Un soutien technique et des matériels d'orientation concernant les indicateurs ont également été fournis par le biais du Partenariat 2010 sur les indicateurs de la biodiversité. En outre, le projet est coordonné avec des travaux régionaux sur les indicateurs, notamment ceux du Réseau africain d'information sur l'environnement et du Centre africain pour la statistique de la CEA. Jusqu'à présent, trois ateliers ont été organisés:

- L'atelier initial pour les pays d'Afrique de l'Est s'est tenu du 30 mars au 3 avril 2009 à l'hôtel Silver Springs, à Nairobi (Kenya). Il a réuni 23 participants en provenance de six pays d'Afrique de l'Est: Burundi, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie.
- Le deuxième atelier pour les pays d'Afrique de l'Est s'est tenu du 2 au 24 septembre 2009 à l'école des études monétaires du Kenya (Kenya School of Monetary Studies), à Nairobi. Cet atelier a réuni 39 participants, notamment des représentants des autorités de protection de la faune et la flore, des agences nationales pour la protection de l'environnement, des bureaux nationaux de statistique, ainsi que d'ONG s'occupant de la protection de l'environnement au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie.
- Le premier atelier pour les pays d'Afrique australe s'est tenu du 21 au 23 juillet 2009 au Jardin botanique national de Kirstenbosch, au Cap (Afrique du Sud). Il a réuni 28 participants de sept pays d'Afrique australe, en sus du Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (Southern African Research and Documentation Centre) et de la CEA. Les participants représentaient essentiellement des bureaux nationaux de statistique, des ministères de l'environnement, des bureaux s'occupant des ressources en eau, des instituts s'occupant de la biodiversité, des fondations s'occupant des ressources naturelles, des commissions de sylviculture et des organisations non gouvernementales. Le deuxième atelier pour les pays d'Afrique australe devrait se tenir en février 2010 à Pretoria (Afrique du Sud).

V. Les missions prévues en 2009 dans le domaine des statistiques de l'environnement

En 2009, le Centre africain pour la statistique de la CEA avait prévu diverses missions sur la collecte de données et d'informations en matière de statistiques de l'environnement. Ces missions devaient couvrir les sièges du PNUE, du NEPAD, de la BAD, de la CEDEAO, de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), ainsi que la Communauté d'Afrique de l'Est. Elles devaient également couvrir les centres régionaux de formation de Dar-es-Salaam, Kampala, Abidjan, Dakar, Yaoundé et de l'Université d'Ibadan au Nigéria. Enfin, ces missions devaient aussi couvrir les bureaux nationaux de statistique ainsi que les ministères de tutelle chargés de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture, etc.

Les missions avaient pour objectifs principaux de:

- Discuter, avec les bureaux nationaux de statistique et avec les ministères de tutelle chargés de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture, etc., de la situation en matière de collecte et de diffusion des statistiques de l'environnement;
- Établir un mécanisme de collecte de données et d'informations associant le CAS et les institutions pertinentes;
- Déterminer si la stratégie sectorielle pour les statistiques de l'environnement est adéquatement couverte ou non dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie statistique nationale ;
- Discuter avec les cadres des centres régionaux de formation statistique de leurs activités de formation dans le domaine des statistiques de l'environnement; et
- Discuter avec les hauts fonctionnaires pertinents à la fois des activités statistiques d'ensemble et des activités dans le domaine des statistiques de l'environnement particulier au sein des communautés économiques régionales (CER).

Afin de réaliser ses missions, le Centre africain pour la statistique projetait d'utiliser les fonds qui lui avaient été alloués par le PNUE. Toutefois, le Centre n'a pu effectuer qu'une seule mission, au Cameroun, en raison des délais pour débloquer les fonds et d'un programme de travail chargé pendant le dernier trimestre de 2009.

La mission effectuée au Cameroun a permis de tirer les conclusions suivantes:

- Le domaine des statistiques de l'environnement n'a pas encore été mis en place au sein de l'Institut national de la statistique, pour des raisons de ressources humaines et financières. Ainsi les données produites dans ce domaine demeurent-elles peu nombreuses. Il est toutefois prévu de recueillir des statistiques sur l'environnement pendant les deux ou trois prochaines années, au moyen d'enquêtes;
- Quelque six ministères de tutelle ont participé à la mise en oeuvre du programme de statistique de l'environnement, coordonné par l'Institut national de la statistique. À cet égard, le Ministère de l'environnement et la protection de la nature est une des principales parties prenantes;
- Les obstacles essentiels entravant l'élaboration des statistiques de l'environnement sont le manque de compétences et de ressources financières, ainsi que des carences en équipements. Il est nécessaire d'organiser un atelier de formation en matière de statistiques de l'environnement pour la sous-région d'Afrique centrale. Jusqu'à présent, aucun tel atelier n'a été tenu. Le Centre africain pour la statistique devrait programmer un tel atelier dans le futur proche, en collaboration avec la DSNU et le PNUE. En outre, il conviendrait de fournir du matériel de formation dans le domaine des statistiques de l'environnement aux pays de la sous-région. Enfin, il faudrait également encourager le partage d'expériences dans le cadre d'un programme de statistiques de l'environnement bien conçu;

- Il faut encore du travail pour renforcer l'unité de statistiques de l'environnement au sein de l'Institut national de la statistique, ainsi que pour mettre au point une comptabilité environnementale et économique. Tous les efforts seront requis pour mettre en oeuvre la stratégie nationale de développement de la statistique, en particulier les enquêtes prévues dans les domaines des statistiques de l'environnement et du changement climatique;
- Les deux centres régionaux de formation statistique situés à Yaoundé ne projetaient pas d'offrir de cours de formation en statistiques de l'environnement. Si une telle formation s'avérait nécessaire, ils pourraient préparer un module de formation à court terme dans ce domaine. Ces instituts doivent être encouragés et soutenus afin qu'ils mettent au point des programmes d'enseignement sur les statistiques de l'environnement et assurent la formation des personnels nécessaires.

VI. Perspectives

Pendant la période 2010-2012, le Centre africain pour la statistique prévoit de conduire les activités suivantes dans le domaine des statistiques de l'environnement et de la comptabilité environnementale:

- Création d'une unité au sein du CAS, qui traitera de statistiques de l'environnement, et renforcement de cette unité en termes de ressources humaines et financières;
- Poursuite de l'organisation de missions dans les États membres afin de discuter, avec les bureaux nationaux de statistique et avec les ministères de tutelle chargés de secteurs comme l'environnement, l'eau et l'agriculture, de la situation en ce qui concerne la collecte et la diffusion de statistiques de l'environnement; mise au point d'un mécanisme de collecte de données et d'échange d'informations entre le CAS et les institutions pertinentes; évaluation visant à déterminer si la stratégie sectorielle pour les statistiques de l'environnement est adéquatement couverte ou non dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie nationale pour le développement de la statistique; et fourniture d'une assistance technique aux États membres, selon leurs besoins;
- Collaboration avec le PNUE, la CUA et la BAD pour inclure des indicateurs environnementaux plus pertinents et pour améliorer la disponibilité des données concernant les indicateurs qui figureront dans l'annuaire statistique commun pour l'Afrique, et production d'un recueil des statistiques de l'environnement;
- Collaboration avec le Secrétariat du NEPAD et les communautés économiques régionales en vue de la mise à jour de la liste fondamentale des indicateurs relatifs à l'environnement approuvés lors de l'atelier qui s'est tenu en juillet 2007 à Addis-Abeba (Éthiopie);
- Présentation aux États membres de la liste fondamentale des indicateurs relatifs à l'environnement, et vérification de la disponibilité, le cas échéant, des données nécessaires pour calculer les indicateurs au niveau national;
- Coopération avec les centres régionaux de formation statistique en ce qui concerne leurs activités actuelles de formation et leurs projets d'avenir, y compris la mise au point de programmes d'enseignement des statistiques de l'environnement;

- Renforcement de la coopération avec la Division de la statistique de l'ONU (DSNU), le PNUE et d'autres partenaires pour la mise au point de statistiques de l'environnement en Afrique. Le CAS participera à la collecte de statistiques de l'environnement, en collaboration avec la DSNU et le PNUE, dans la mesure où ce sont les organisations actuellement mandatées pour recueillir les données environnementales des pays africains, par l'administration de questionnaires;
- En collaboration avec la DSNU, le PNUE et d'autres partenaires, poursuite de l'organisation par le CAS d'ateliers de renforcement des capacités en matière de statistiques de l'environnement, particulièrement dans les sous-régions d'Afrique centrale et d'Afrique du Nord. La tendance à inviter des représentants tant des bureaux nationaux de statistique que des ministères de l'environnement sera consolidée à l'occasion de futurs ateliers sur l'environnement;
- Pour ce qui est de ses activités en matière de statistiques de l'environnement et de changement climatique, le CAS coopérera avec la section chargée du suivi de l'environnement et du développement durable et avec le Centre africain des politiques relatives au climat de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable de la CEA.